

Initiatives parlementaires

qui existent chez nous afin de fabriquer des produits que nous importons à l'heure actuelle et, du même coup, de créer des emplois, pour sauver des localités et assurer l'avenir de nombreux Canadiens.

• (1710)

Il faut se pencher plus particulièrement sur certaines de nos principales industries dans le domaine de la technologie de pointe. Il s'agit de se servir de modèles qui ont déjà été utilisés au Canada. On doit s'arrêter sur certaines des initiatives qui ont été mises à l'essai au début des années 80 dans le secteur automobile. Ainsi, en 1983, un groupe d'étude fédéral créé afin d'examiner les problèmes du secteur automobile a publié un rapport intitulé «Une stratégie pour l'industrie automobile au Canada». Il s'agissait d'un groupe d'étude coprésidé par le président de l'Association des fabricants de pièces d'automobile, un représentant de l'employeur donc, et par Bob White, qui était alors directeur pour le Canada et qui est maintenant président des Travailleurs canadiens de l'automobile. Ce groupe d'étude regroupait notamment le président de Chrysler Canada, celui de General Motors du Canada, le directeur de la recherche des Travailleurs canadiens de l'automobile, et le vice-président à la planification de Magna International. Ainsi, il était formé de représentants des fabricants de pièces, des constructeurs automobiles et des syndicats.

On peut également se pencher sur le rapport de 1986 qui a été publié par le groupe de travail que le gouvernement lui-même a choisi de créer à cette fin. Il s'agissait alors d'un groupe de travail encore plus diversifié qui était coprésidé par le président d'American Motors, par le président des fabricants de pièces d'automobile et par le président des Travailleurs canadiens de l'automobile. On y retrouvait des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, des constructeurs automobiles et des fabricants de pièces d'automobile ainsi que les dirigeants de divers syndicats.

Ces deux rapports renfermaient des suggestions sur les moyens à prendre pour que nous produisions au pays plus de ce que nous y consommons. Ils présentaient également des mesures à prendre et des idées à retenir pour mieux former notre main-d'oeuvre et éviter ainsi des pénuries de travailleurs spécialisés comme celle survenue dans l'industrie automobile de ma propre circons-

cription il y a quelques années. De grands constructeurs automobiles ont dû à l'époque faire venir des travailleurs d'Europe parce que le Canada en manquait.

C'était du plus haut ridicule de voir des compagnies se lancer dans des campagnes de recrutement intensif outre-mer parce qu'elles ne pouvaient pas trouver de travailleurs spécialisés au Canada. Les rapports du groupe d'étude ont parlé de la nécessité de soutenir une formation valable et sérieuse au Canada, un dossier dont mon collègue de Saskatoon—Dundurn a la responsabilité au sein de notre caucus. On a déjà proposé de nombreux moyens d'améliorer la formation partout au Canada, mais c'est dans ces deux rapports que nous trouvons des idées sur la formation dans l'industrie automobile.

Cependant, on a dit également que le Canada devait se servir de sa politique commerciale pour faire en sorte que ces industries emploient davantage de Canadiens. On a prétendu que le Canada devait obtenir de certaines de ces nouvelles compagnies qui construisent des usines de production, comme Toyota, Honda et Hyundai, l'assurance qu'elles maintiendraient la même part de contenu canadien dans leurs ventes au Canada que celle qui est exigée des constructeurs américains, soit 60 p. 100.

On a rappelé aussi que certains stimulants devraient être prévus pour relever la production canadienne dans le secteur des pièces automobiles. Il a été avancé qu'une fois que tous les constructeurs automobiles seraient soumis aux mêmes exigences, ils devraient graduellement augmenter leurs investissements pour finalement atteindre, par exemple, la situation qui règne en Grande-Bretagne. Ce pays exige que les constructeurs automobiles qui vendent beaucoup sur le marché britannique aient un contenu à 80 p. 100 britannique.

Je pense que ce genre de politique pourrait être mis en oeuvre dans de nombreux secteurs de notre économie où nous dépendons des importations. En tenant compte des chiffres des trois dernières années seulement, il apparaît que nous en profiterions dans les secteurs des produits chimiques, ainsi que des tubes et des composantes électroniques. Par exemple, nous avons importé pour 7 milliards de dollars de produits chimiques en 1988 et pour près de 6 milliards de dollars de composantes électroniques. Mais c'est dans la production de machinerie que les chiffres sont les plus troublants. En 1986, nous avons importé pour près de 11 milliards de dollars de machines.